



Motion de soutien du bureau d'AGER

Association pour l'étude du monde rural gallo-romain

Le Bureau de l'Association AGER exprime sa solidarité avec les personnels de l'UMR CITERES (Tours), confrontés à une procédure de « désUMRisation » annoncée sans concertation préalable. La rapidité de cette décision, prise unilatéralement par la direction du CNRS, sans concertation, suscite l'inquiétude de notre communauté scientifique.

Nous rappelons que CITERES, forte de plus de 230 membres et d'un important volume de financements nationaux et internationaux, joue un rôle majeur dans la recherche en sciences humaines et sociales et dans le maillage scientifique du territoire. Le retrait de la tutelle du CNRS constituerait un affaiblissement significatif de cette dynamique, contraire aux principes d'un aménagement équilibré de la recherche publique.

L'archéologie développée au sein de l'équipe du LAT s'inscrit dans une longue tradition de recherches d'excellence, tant dans le champ de l'archéologie urbaine que dans celui des campagnes protohistoriques, antiques et médiévales. Plusieurs membres de cette équipe ont contribué à créer l'Association AGER afin de fédérer les chercheurs sur le monde rural gallo-romain. Le dynamisme de l'équipe, grâce à leurs nombreux chantiers de fouille et de prospection en France et à l'étranger, a permis de former plusieurs générations d'archéologues aujourd'hui en poste. Par les compétences acquises au sein du laboratoire tourangeau, ces chercheurs et chercheuses contribuent toujours au rayonnement scientifique de cette école de recherche. Par ailleurs, AGER constate et déplore le désengagement croissant du CNRS à l'égard des missions d'édition, alors même que les instances nationales s'efforcent de trouver des solutions pérennes pour soutenir la publication scientifique dans ce domaine.

Attachée à la diversité des implantations, à la pluridisciplinarité et au respect des instances collégiales d'évaluation, l'Association AGER soutient les collègues de CITERES et appelle à ce que toute décision concernant l'avenir de l'unité fasse l'objet d'un dialogue transparent et respectueux de l'ensemble des tutelles et acteurs concernés.